



La Poste : exigeons un référendum

Le 3 octobre, le Parti Socialiste participera, avec 50 autres organisations réunies au sein du "Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal", à une grande mobilisation pour la défense de ce service public.

En effet, depuis le début de l'année, trois bureaux de Poste disparaissent par jour. Mais la dégradation ne date pas de cette année. Depuis 2002, plus de 6 000 bureaux sur 17 000 ont été "transformés" et plus de 50 000 emplois supprimés.



La direction de La Poste et le gouvernement veulent pourtant aller encore plus loin. L'établissement public deviendrait une société anonyme. Cette évolution serait, selon le gouvernement, imposée par la mise en concurrence du marché postal européen au 1^{er} janvier 2011. Or, ni les directives, ni les normes communautaires ne comportent d'obligations juridiques concernant le statut des opérateurs ou leur privatisation.

Le statut d'établissement public ne gêne aucunement La Poste. Pour les socialistes, elle pourrait investir de nouveaux champs de service public en répondant aux demandes liées aux NTIC (*nouvelles technologies de l'information et de la communication*). Par exemple, en faisant de chaque bureau un lieu d'accès haut débit à internet ou en faisant de La Poste le "tiers de confiance" des usagers en matière de signature numérique et de paiement en ligne.

Dans le Finistère, Marc Coatanéa a demandé à tous les secrétaires de section du PS de se mobiliser, le 3 octobre, "devant les mairies, les bureaux de Poste ou les marchés".

Cette bataille peut être gagnée. La ligne du gouvernement, sur ce sujet, fluctue régulièrement en fonction du rapport de forces. Dans un premier temps, il envisageait purement et simplement une ouverture du capital de La Poste au privé. Mais, grâce à la mobilisation syndicale, il a fait marche arrière, promettant que La Poste resterait dans le domaine public. Puis il a évolué sur l'échéance. Il évoquait d'abord le mois de juin 2009, puis il a prévu d'engager la discussion au Parlement au mois d'octobre. Ne nous y trompons pas : dès que l'occasion se présentera, le gouvernement privatisera La Poste.

La mobilisation du 3 octobre est donc capitale pour l'avenir du service public postal d'autant qu'elle est soutenue par une grande majorité de la population, des élus locaux et des organisations syndicales. Un référendum sur ce sujet montrera l'attachement des citoyens à ce service public de proximité et empêchera toute tentative de privatisation.

Pour en savoir plus :
www.laposte.parti-socialiste.fr

Dispensé de timbrage BREST CTC

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 17/09/2009



**PRESSE
URGENTE**
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

+ 100 %

Le forfait hospitalier a augmenté de 100 % en 5 ans, passant de 10,67 euros en 2004 à 20 euros demain. Cela signifie très concrètement qu'un patient, hospitalisé deux semaines, devra payer 300 euros.

La droite appelle cela de la responsabilisation des malades. Comme si, sans cette hausse, des personnes pouvaient se faire hospitaliser par plaisir !

Injuste, cette mesure est surtout inefficace. D'augmentations du forfait hospitalier en déremboursements de médicaments, les gouvernements successifs UMP ont creusé le déficit de l'Assurance maladie qui passera de 9,4 milliards en 2009 à 20 milliards en 2010. Une réforme d'ampleur est nécessaire. Pour mettre fin aux niches sociales qui réduisent les recettes de la Sécurité sociale mais aussi pour élargir l'assiette des cotisations qui ne doivent plus uniquement peser sur les salaires ou pour instaurer une part de rémunération forfaitaire pour les médecins.

Le dossier de la semaine

Éducation, notre priorité



Les collectivités de gauche investissent dans la formation

Vie de la Fédération

Campagnes d'adhésions



Le Parti Socialiste est une force de propositions

Interview

France Télécom : ça suffit !



Avec
Jean-Louis Biou

L'éducation, notre priorité

Les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent. Celle de cette année aurait pu déroger à la règle car le ministre de l'Éducation nationale a changé. Il n'en est rien.

Luc Chatel et Xavier Darcos mènent la même politique. La communauté éducative a pu espérer un peu plus de dialogue. Mais, là où Xavier Darcos adressait simplement des fins de non-recevoir, son successeur se contente de mettre en scène ses décisions. Le montant de l'allocation de rentrée scolaire est notoirement insuffisant ? Luc Chatel organise une visite dans une grande surface pour tenter de convaincre les Français du contraire.



Marc Sawicki, adjoint au maire à Brest : le rythme scolaire des petits Français est le pire d'Europe.

Le nouveau ministre reprend à son compte les 13 500 suppressions de postes du budget 2009 et a déjà provisionné 16 000 nouvelles suppressions pour 2010.

Les maternelles menacées

A cela il faut ajouter les attaques incessantes contre l'école maternelle où les enseignants, selon l'ancien ministre, passent leur journée "à changer des couches".

"D'un point de vue pédagogique, il s'agit d'une aberration", dénonce l'adjoint à la politique éducative locale de Brest, Marc Sawicki, **"car la maternelle est sans doute une des classes les plus fondamentales pour la scolarité"**.

Dans le Finistère, la scolarisation des enfants dès deux ans est entrée dans les mœurs depuis longtemps et c'est une des raisons pour lesquelles les jeunes obtiennent de bons résultats au bac. **"Il s'agit d'un vrai combat de gauche",** explique l'adjoint au maire de Brest. **"Plus un enfant est scolarisé tôt, plus il a de chances de s'intégrer dans le système scolaire"**. Permettre à tous les enfants, quel que soit leur milieu social, d'intégrer l'école dans de bonnes conditions est essentiel dans la lutte pour l'égalité des chances.

Or, la politique menée par le gouvernement contre les maternelles, va à l'encontre de cette ambition.

"Si on y ajoute la réorganisation de la semaine scolaire qui concentre l'activité sur quatre jours, les enfants des familles les plus modestes sont les premières victimes". Il s'agit du pire des systèmes en Europe avec les journées les plus chargées et trois jours de rupture.

La ville de Brest, qui fait partie du réseau national des villes éducatrices, ne se contente pas de dénoncer. Elle propose et expérimente aussi. L'école de Sanquer a accepté d'expérimenter le retour à la semaine de quatre jours et demi. Même si tous les spécialistes savent qu'avec cette organisation, les enfants sont moins fatigués et apprennent mieux, une étude sera menée pour le confirmer. En outre, les élèves auront, après le temps scolaire, accès à des activités culturelles ou sportives.

Collèges : 88% de réussite

Dans les collèges, les conseils généraux assument de nouvelles compétences. Ils s'occupaient déjà des constructions, reconstructions et de l'équipement des collèges. Mais il faut maintenant y ajouter l'accueil, l'hébergement, l'entretien général et technique de ces établissements.

Le 8 septembre, Pierre Maille, président du Conseil général, Joëlle Huon, vice-présidente en charge de l'enfance et de la jeunesse, et Raynald Tanter, délégué au patrimoine des collèges, se sont rendus dans les établissements de Ploudalmézeau, Plougastel-Daoulas et Crozon pour faire le point sur la rentrée 2009.

Dans les 62 établissements publics du Finistère, le Conseil général met tout en œuvre pour assurer les meilleures conditions d'enseignement, d'accueil pour les 24 000 collégiens. 126 millions d'euros de travaux sont inscrits au schéma pluriannuel 2006/2011. Le Conseil général investit également pour le transport scolaire



Les maternelles sont en danger



Pierre Maille a rencontré les personnels du collège de Ploudalmézeau

(23 millions d'euros) et l'harmonisation des tarifs de restauration scolaire. Enfin, les projets pédagogiques comme les "classes presse", les jumelages culturels ou les *agendas 21* collèges sont également soutenus.

Les résultats sont au rendez-vous puisque le département est en tête de l'académie pour l'obtention du brevet avec un taux de réussite de 88 %.

Au cœur du projet socialiste

L'éducation, a rappelé Martine Aubry à La Rochelle, sera au cœur du projet socialiste, car c'est là que commence l'offensive de civilisation.

En premier lieu, il convient de rétablir la confiance entre la communauté éducative et le gouvernement et donc d'instaurer un moratoire sur les suppressions de postes et d'établir une programmation pluriannuelle de recrutements. **"Nous ne pensons pas que les moyens dans l'Éducation suffiraient en soi, mais c'est un préalable absolu à toute réforme",** estime Bruno Julliard, secrétaire national du PS à l'éducation.

Quelles seraient-elles ? D'abord, celle de la formation des enseignants qui bénéficieraient de stages réguliers.

Ensuite, celle de la lutte pour l'égalité des chances, en particulier en diminuant le nombre des élèves par classe dans les ZEP.

Plus généralement, les socialistes souhaitent lancer un vaste chantier d'amélioration des méthodes pédagogiques, de la maternelle au lycée. Les élèves doivent être au centre des réformes et le système scolaire doit s'adapter à leurs besoins, à leur situation sociale et à leurs difficultés.

Enfin, l'allocation de rentrée scolaire doit être augmentée, surtout pour le secondaire. Pour le PS, elle devrait passer de 217 à 400 euros pour les collèges et de 306 à 450 euros pour les lycées. 🍷

Campagnes d'adhésions

**Comment attirer de nouveaux adhérents ?
Comment faire connaître le Parti Socialiste à ses sympathisants ?**

Tel sera l'objectif de la campagne d'adhésions qui sera lancée cet automne par le Parti Socialiste, au travers d'affiches et de cartes postales. Dans le Finistère, le Secrétariat fédéral a décidé de décliner cette campagne localement.

"Avec les délégués de circonscription, nous avons imaginé un document qui sera distribué dans tout le département", explique Stéphane Riou, secrétaire fédéral chargé des campagnes d'adhésions.

"Nous appelons les sympathisants à nous rejoindre pour participer à l'élabora-



Stéphane Riou : le Parti Socialiste est une force de propositions

tion de notre projet". Dans des domaines comme la santé, le droit du travail ou l'injustice fiscale, le document que nous allons donner aux sections pointera les mauvais coups portés par

l'UMP et, surtout, rappellera les propositions formulées par les parlementaires socialistes. **"Il faut que les citoyens sachent que nos députés et nos sénateurs déposent des centaines**

d'amendements et qu'ils sont systématiquement rejetés", souligne Marc Coatanéa, premier secrétaire fédéral.

"Nous ne voulons pas nous cantonner dans l'anti-sarkozysme mais bien faire la démonstration que nous sommes une force de propositions", confirme Stéphane Riou.

Mais la campagne du mois d'octobre ne se limitera pas à la distribution du tract fédéral. Les sections ont carte blanche pour organiser les manifestations qu'elles jugent utiles pour aller à la rencontre des sympathisants. **"Avec plus de 80 sections dans le Finistère, nous sommes tout de même le parti le mieux implanté dans le département"**. 🌹

Interview



France Télécom : ça suffit !

Avec Jean-Louis Biou

Lorsque cette interview a été réalisée, 22 salariés de France Télécom s'étaient suicidés. Depuis, une femme s'est défenestrée à Paris. Les méthodes de management sont de plus en plus difficiles à supporter, explique Jean-Louis Biou, délégué CFDT à Quimper.

Cap Finistère : Quelle a été l'ampleur du rassemblement organisé aujourd'hui à Quimper ?

[10 septembre NDLR]

Jean-Louis Biou : Nous étions entre 150 et 200 à

Créach Gwenn. Ce rassemblement s'est déroulé au même moment qu'un Comité national d'hygiène et sécurité qui devait aborder la question des suicides au sein du personnel de l'entreprise. A l'issue de ce rassemblement, nous nous sommes retrouvés en Assemblée Générale pour évoquer le stress au travail et dénoncer les méthodes de management.

Cap Finistère : Justement, en quoi consistent ces méthodes que vous dénoncez ?

Jean-Louis Biou : Nous sommes passés d'une logique qualitative de service public à une logique quantitative commerciale et financière.

Comment cela se traduit-il concrètement ? Auparavant, lorsqu'un technicien intervenait, il prenait garde de réparer l'incident pour lequel il avait été appelé, mais il vérifiait le reste de la ligne. Aujourd'hui, il ne doit traiter que ce pour quoi il a été sollicité. Même s'il voit que d'autres incidents interviendront. Sur les plateformes téléphoniques, techniques ou commerciales, le stress est permanent. Les agents doivent suivre un script et leurs conversations sont enregistrées et minutées. Dans les agences, les commerciaux doivent indiquer la progression de leurs ventes heure par heure. Les plus fragiles craquent.

Cap Finistère : La médecine du travail ne devrait-elle pas repérer ces salariés pour les protéger ?

Jean-Louis Biou : Oui, mais ils ne sont pas assez nombreux. Il faut savoir que les vi-

sites ne doivent pas durer plus d'un quart d'heure. Des rapports ont été publiés sur la question du stress au travail chez France Télécom Orange. Mais la direction n'en a pas tenu compte. Il faut aussi savoir que le médecin en chef de France Télécom a démissionné parce qu'il n'avait pas les moyens d'accomplir sa mission.

Cap Finistère : Pensez-vous que la direction de France Télécom a vraiment décidé de traiter ce problème ?

Jean-Louis Biou : Je ne sais pas. Oui, elle s'est engagée à mettre en place des responsables de ressources humaines de proximité et d'ouvrir des postes de médecins. Mais ils ne sont pas pourvus. Il ne s'agit que de promesses. Et en termes d'organisation de l'entreprise ou de politique commerciale, rien ne change. 🌹

Agenda

23 septembre

Assemblée Générale de l'UESR, à 18 h 00, salle de l'Astrolabe au Relecq-Kerhuon.

26 septembre

Repas annuel des adhérents de la cinquième circonscription, à partir de 11 h 30, à la MMA du Relecq-Kerhuon.

27 septembre

Fête de la Rose de la huitième circonscription, au Grand Champ à Scaër, avec J-Y Le Drian.

27 septembre

Repas annuel de la septième circonscription, à la salle socio-culturelle de Penmarc'h. *Inscription auprès des secrétaires de section ou au 06 84 30 01 40*

1^{er} octobre

Votes dans les sections :
- Rénovation du Parti
- Désignation de la tête de liste pour les régionales.

24 octobre

Réunion fédérale de rentrée au Centre des Congrès de Mescoat à Landerneau.

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1212 P 11428
N° 828 - Vendredi 18 Septembre 2009
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 Quimper
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef :

Jean-Yves Cabon - Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 Brest

Impression :

Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

Abonnement Réabonnement

Abonnement pour 1 an : 15 €
Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

En bref...

Vidéo-surveillance

Vendredi 25 septembre, réunion-débat sur "La dissuasion de la vidéo-surveillance" avec Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du PS chargé de la sécurité, à 20 h 30, salle des Pierres Noires à Saint-Renan.

Consultation militante : le questionnaire

Le Conseil national du 12 septembre a adopté le questionnaire qui sera soumis au vote des adhérents du PS le 1^{er} octobre.

Les primaires

Question 1-1 : "Êtes-vous favorables à la désignation du candidat(e) des socialistes par des primaires ouvertes aux citoyens qui souhaitent le changement en 2012 et veulent participer à la victoire de la gauche ?".

Question 1-2 : "Donnez-vous mandat au Bureau national pour organiser ensemble, avec les formations de gauche qui le souhaitent, de telles primaires dans le cadre d'un rassemblement politique et sur la base d'une plateforme commune ?".

Le non-cumul des mandats

Question 2-1 : "Êtes-vous favorables, comme étape vers le mandat parlementaire unique, à l'impossibilité de cumuler, sans attendre le vote d'une loi, dès les prochains renouvellements (cantonales 2011, sénatoriales 2011, législatives 2012), un mandat de parlementaire avec une présidence d'exécutif local (commune, intercommunalité, CG, CR) ou la participation à un exécutif (vice-pdt, maire-adjoint) ?".

Question 2-2 : "Êtes-vous favorables à limiter à trois les mandats successifs des présidents d'exécutifs locaux (maires, présidents de conseil général, de conseil régional, et d'intercommunalité) ?".

La parité, la diversité et le renouvellement générationnel

Question 3-1 : "Êtes-vous favorables à l'instauration de la parité totale dans toutes les instances du Parti (locales et nationales) ?".

Question 3-2 : "Êtes-vous favorables à l'instauration de la parité dans les candidatures pour les législatives de 2012 ?".

Question 3-3 : "Donnez-vous mandat au Bureau national pour fixer, pour chaque élection, des objectifs de renouvellement contribuant à une meilleure représentation des diversités de la société française et, pour cela, en réservant si nécessaire des circonscriptions électorales ?".

Pour une démocratie interne aboutie

Question 4-1 : "Donnez-vous mandat au Bureau national pour proposer, dans la réforme de nos statuts, des règles nouvelles permettant d'ouvrir largement notre parti aux hommes et aux femmes de gauche en réduisant les obstacles à leur adhésion (adhésion directe, adhésion à des sections thématiques, montant des cotisations, modalité d'accueil, adhésion sur internet...) ?".

Question 4-2 : "Donnez-vous mandat au Bureau national pour proposer, dans la réforme de nos statuts, des règles de démocratie interne permettant d'améliorer l'efficacité de nos Congrès et de choisir nos dirigeants en cohérence avec nos orientations politiques ?".

Pour des règles d'éthique

Question 5.1 : "Êtes-vous favorables à la création d'une autorité indépendante et incontestée, chargée de faire respecter les règles d'éthique et de droit s'imposant à tous les adhérents, disposant des moyens de les faire respecter et tranchant en dernier

ressort toute question en rapport avec la violation de nos règles communes ?".

Question 5.2 : "Approuvez-vous la mise en œuvre dans les scrutins internes de notre parti, de nouveaux mécanismes, inspirés des règles et des moyens de la République, garantissant la sincérité et la fiabilité de nos votes ?".

Espoir à gauche

Jeudi 24 septembre : Rencontre de rentrée d'"Espoir A Gauche" Finistère, à partir de 18 h 30, à la salle des fêtes de Châteaulin.

Contact : eagfinistere@gmail.com

Annonces légales & judiciaires

JMX

Société civile immobilière en liquidation
au capital de 21 340 euros
Siège de la liquidation :
59, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST
RCS BREST 445 136 054

CLOTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'une délibération extraordinaire en date du 1^{er} septembre 2009, l'Assemblée Générale des associés a approuvé les comptes définitifs de la liquidation, donné quitus aux co-liquidateurs et déchargé de leur mandat et constaté la clôture de liquidation.

Les comptes seront déposés au Registre du commerce et des sociétés de BREST.
Pour avis.

SELARL Xavier MOAL

Avocat
59, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST
Tél. 02 98 44 04 16 - Fax 02 98 44 09 24

GAZOLEO

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 179 485 euros
Siège social : 25, rue de Verdun
29200 BREST
484 231 709 RCS BREST

Aux termes d'une délibération en date du 20 juillet 2009, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Mention sera faite au RCS BREST.
Pour avis,
La Gérance.

Sarl LE LOCAL

au capital de 4 500 euros
15, rue Louis-Pasteur - 29200 BREST
RCS BREST 488 188 152

Suivant Procès verbal du 15 juin 2007, l'Assemblée des associés, statuant en application de l'article L.223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la société.

Le gérant : YVINEC Yann.

Disparition



Nous avons appris avec tristesse, le 12 septembre, la disparition de Michel Delval, secrétaire de la section socialiste d'Arzano et président de l'association d'insertion IDES (Initiatives pour les demandeurs d'emploi).

"Michel était un vrai militant, engagé tant au Parti que dans l'association d'insertion qu'il présidait. Il va nous manquer et dans cette épreuve nous pensons à son épouse", a déclaré Michel Loussouarn, délégué de circonscription au nom de tous les militants.

La Fédération du Finistère du Parti Socialiste s'associe à cet hommage et adresse à Gisèle, sa femme, et à ses proches ses plus sincères condoléances.